



Independent observer
of the Global Fund

Rapport mondial sur le paludisme, COP28, appropriation des stratégies de lutte contre les maladies par les pays et droits des populations clés : des raisons de célébrer la fin de l'année ?

Chèr(e)s abonné(e)s,

Le [Rapport mondial sur le paludisme](#) tente d'être optimiste, mais il est indéniable que la perturbation des programmes de lutte contre le paludisme causée par la pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de l'incidence du paludisme et de la mortalité, et que la reprise n'a pas été aussi forte qu'on l'espérait. Malgré les efforts des pays endémiques et des acteurs internationaux, les taux restent très élevés. Les phénomènes météorologiques extrêmes, les conflits, les crises humanitaires, les contraintes budgétaires, les menaces biologiques et les inégalités ont entravé la reprise. Ceci nous amène à notre [second article](#) sur la COP28, saluée par certains comme une grande réussite en raison de la reconnaissance sans précédent par les gouvernements de l'importance du climat et de la santé. Pour la première fois, les gouvernements ont reconnu publiquement le lien entre le climat et la santé ; cependant, leur engagement à protéger l'environnement n'est pas à la hauteur de ce qui est nécessaire pour inverser le changement climatique, il n'a pas de valeur juridique et ne signifie pas nécessairement que des mesures seront prises par les États individuels. Comment pouvons-nous faire en sorte que les pays soient tenus de respecter les promesses qu'ils ont faites sur papier ?

Le [troisième article](#) révèle que l'association simultanée du vaccin et des médicaments de chimioprévention du paludisme saisonnier montre une plus grande efficacité dans la réduction de

l'incidence du paludisme par rapport à l'utilisation de chacun de ces produits individuellement. Cependant, la mise en œuvre de cette approche à grande échelle présente des défis. Une révision des stratégies est nécessaire.

Dans le contexte de l'AGNU 78, l'autodétermination des pays à tirer des leçons de ces événements mondiaux et du contexte national dans lequel les services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sont fournis revêt une importance accrue. Mais croyons-nous vraiment que les pays s'approprient pleinement et correctement leurs plans nationaux de lutte contre les maladies et leurs demandes de financement ? Ou bien les bailleurs de fonds internationaux leur prescrivent-ils tout ce qu'il faut pour que les pays puissent accéder à l'aide extérieure ? Notre [quatrième article](#) traite de l'essence même de l'« appropriation nationale » et de la question de savoir s'il s'agit simplement d'un vœu pieux, souhaitable en principe, mais irréalisable en réalité. L'article « Quelle stratégie nationale ? » se concentre sur l'appropriation par les pays des plans nationaux de lutte contre les maladies.

Le [cinquième article](#) de ce numéro passe en revue le rapport du Bureau de l'inspecteur général (BIG) sur les subventions du Fonds mondial à la République de Namibie. Il s'agit d'une bonne nouvelle concernant les progrès réalisés par la Namibie dans la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme et le rôle de plus en plus efficace des interventions communautaires (même s'il reste encore beaucoup à faire). Toutefois, le BIG s'inquiète du manque de fiabilité des informations communiquées et note que les gains de l'initiative stratégique des instances de coordination nationales n'ont pas été maintenus.

Nous avons déjà parlé de l'environnement punitif et de plus en plus hostile pour les populations clés dans certains pays d'Afrique, mais malheureusement, cette tendance généralisée se manifeste également dans d'autres régions. Notre [dernier article](#) examine l'aggravation de la situation en Europe de l'Est et en Asie centrale, et plus particulièrement la violation du droit à la santé de certains groupes (LGBTI).

Comme toujours, Aidspace et son équipe de rédaction, sous la direction d'Ida Hakizinka, font de leur mieux pour assurer l'exactitude des données et des déclarations dans nos articles publiés – et donc l'inclusion d'hyperliens – mais si vous, le lecteur, identifiez une erreur ou une omission importante, veuillez-nous en informer et nous fournir la source de vos données ; nous serons heureux de publier une correction ou un amendement.

Si vous appréciez l'OFM et le trouvez pertinent pour votre travail, veuillez encourager vos collègues et ami(e)s à s'abonner.

Les suggestions et commentaires peuvent nous être adressés à Ida Hakizinka ou Christian Djoko, en anglais, français ou espagnol, à l'adresse ida.hakizinka@aidspan.org ou christian.djoko@aidspan.org

[Read More](#)
